

Conférence de haut niveau des Ministères de la Justice et de l'Intérieur sur

« Améliorer la coopération européenne en matière pénale »

Moscou, les 9-10 novembre 2006

Présentation

Résumé : La lutte contre les nouvelles formes de crimes, telles la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme, la cybercriminalité, le blanchiment d'argent, la traite d'êtres humains, en Europe et au-delà, requiert des formes de coopération internationale plus efficaces. La Conférence portera sur le fonctionnement des instruments de coopération internationale du Conseil de l'Europe, en vue d'identifier les moyens d'en assurer une mise en oeuvre efficace et, le cas échéant, de proposer la modernisation de certains aspects.

Ni les juges ni la police ne peuvent interpellier directement des individus en dehors de leurs frontières nationales, car les frontières limitent traditionnellement les compétences respectives des systèmes de justice nationaux. Il en résulte qu'une personne peut commettre un crime, quitter le pays et ainsi échapper aux poursuites et aux peines. La coopération entre pays est donc essentielle pour assurer la sécurité et poursuivre efficacement les criminels au-delà des frontières, tout en respectant les droits de l'Homme et l'état de droit.

Les événements récents ont montré le besoin de créer des modes de coopération fiables et efficaces. Dans des cas de terrorisme ou de criminalité économique grave notamment, une telle coopération a dû être, à l'évidence, intégrée dans une base juridique claire et moderne, afin de pouvoir traiter ces situations difficiles et complexes, en évitant les différends entre les Etats intéressés.

Depuis plus de cinquante ans, plus de trente traités en matière pénale ont été négociés sous l'égide du Conseil de l'Europe. Ils établissent une base juridique commune pour la coopération pénale en Europe, et parfois au-delà. Ces traités portent sur des mécanismes de coopération comme l'extradition, l'entraide judiciaire et le transfert des personnes condamnées, mais traitent également de formes de crimes spécifiques ayant plus que d'autres une dimension transnationale : les formes variées de criminalité organisée, le terrorisme et la cybercriminalité.

Certains de ces instruments, tels les conventions sur l'extradition et sur l'entraide judiciaire, datent des années cinquante. Bien qu'elles aient été complétées progressivement par des protocoles additionnels, certains de leurs aspects devraient éventuellement être révisés, par le biais d'une approche moderne et dans une perspective globale.

La Conférence portera sur différents aspects du fonctionnement de ces conventions. Elle devra identifier les moyens d'améliorer l'efficacité de la coopération internationale en matière pénale, par des mesures concrètes et, le cas échéant, par des propositions visant à moderniser certaines conventions.

Cette Conférence fait suite à la Résolution nr 5¹ sur le fonctionnement des Conventions du Conseil de l'Europe sur la coopération judiciaire en matière pénale, adoptée par les Ministres européens de la Justice lors de leur 26^{ème} Conférence, à Helsinki, les 7-8 avril 2005.

¹ Texte de la résolution : [cliquez ici](#)

N°	Titre	Ouverture du traité	Entrée en vigueur
024	Convention européenne d'extradition	13/12/1957	18/4/1960
030	Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale	20/4/1959	12/6/1962
051	Convention européenne pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition	30/11/1964	22/8/1975
052	Convention européenne pour la répression des infractions routières	30/11/1964	18/7/1972
070	Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs	28/5/1970	26/7/1974
071	Convention européenne sur le rapatriement des mineurs	28/5/1970	
073	Convention européenne sur la transmission des procédures répressives	15/5/1972	30/3/1978
082	Convention européenne sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre	25/1/1974	27/6/2003
086	Protocole additionnel à la Convention européenne d'extradition	15/10/1975	20/8/1979
088	Convention européenne sur les effets internationaux de la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur	3/6/1976	28/4/1983
090	Convention européenne pour la répression du terrorisme	27/1/1977	4/8/1978
097	Protocole additionnel à la Convention européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger	15/3/1978	31/8/1979
098	Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'extradition	17/3/1978	5/6/1983
099	Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale	17/3/1978	12/4/1982
101	Convention européenne sur le contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes à feu par des particuliers	28/6/1978	1/7/1982
112	Convention sur le transfèrement des personnes condamnées	21/3/1983	1/7/1985
116	Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes	24/11/1983	1/2/1988
119	Convention européenne sur les infractions visant des biens culturels	23/6/1985	
141	Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime	8/11/1990	1/9/1993
156	Accord relatif au trafic illicite par mer, mettant en oeuvre l'article 17 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes	31/1/1995	1/5/2000
167	Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées	18/12/1997	1/6/2000
172	Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal	4/11/1998	
173	Convention pénale sur la corruption	27/1/1999	1/7/2002
182	Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale	8/11/2001	1/2/2004
185	Convention sur la cybercriminalité	23/11/2001	1/7/2004
189	Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques	28/1/2003	
190	Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme	15/5/2003	
191	Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption	15/5/2003	1/2/2005
196	Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme	16/5/2005	
197	Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains	16/5/2005	
198	Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au	16/5/2005	

	financement du terrorisme		
--	---------------------------	--	--